

Circulaire du 28 Juillet 1991 relative la mise en œuvre de procédés de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés

NOR : SPSP9101788C

Paris, le 26 juillet 1991

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre de l'environnement à Messieurs les préfets de région (pour information), Mesdames et Messieurs les préfets de département (pour exécution)

Le traitement des déchets contamine émanant des établissements hospitaliers et assimilés (y compris les déchets contaminés produits par les professionnels de santé en exercice libéral et les laboratoires d'analyse médicale ou de recherche) doit à ce jour, s'effectuer obligatoirement par incinération, en application des règlements sanitaires départementaux.

Des techniques de désinfection des déchets contaminés sont actuellement mises sur le marché. Ces nouveaux procédés visent à modifier l'apparence des déchets et à réduire leur contamination microbiologique ; ils mettent en œuvre diverses techniques comportant souvent un broyage préalable suivi d'une désinfection physique ou chimique : élévation de température, désinfection chimique, ionisation... Compte tenu de l'intérêt potentiel de ces technologies, nous avons décidé de les soumettre à des procédures d'évaluation afin de revoir l'obligation restrictive d'incinération.

Cette évaluation est confiée au Conseil supérieur d'hygiène publique de France. A cet effet, chaque technique doit être soumise préalablement à un protocole expérimental comportant des volets microbiologique, technique et relatif à la sécurité du travail ; la réalisation des essais microbiologiques est confiée à un laboratoire indépendant. Une partie de l'évaluation est effectuée en site hospitalier afin d'apprécier l'insertion de la technique dans la filière d'élimination des déchets hospitaliers.

Un premier procédé ayant reçu un avis favorable du conseil supérieur pour son utilisation et d'autres procédés étant en cours d'évaluation, la présente circulaire a pour objet de vous indiquer comment les mettre en œuvre.

I. Principe général

L'utilisation d'une de ces technologies ne pourra être envisagée qu'à l'issue de sa validation nationale, conclue par un avis favorable du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, et dès lors que ses modalités spécifiques de mise en Œuvre auront été précisées par une circulaire particulière.

2. Procédure administrative départementale

I.B règlements sanitaires départementaux sont des arrêtés préfectoraux pris en application d'une circulaire du ministère chargé de la santé. Ces textes départementaux demeurent valides mais leurs différents titres sont peu à peu remplacés par des décrets en Conseil d'Etat, en application de l'article 67 de la loi no 86-17 du 6 janvier 1986.

Dans le domaine des déchets, le décret, en cours d'élaboration, devrait prévoir le recours à des technologies alternatives à l'incinération pour l'élimination des déchets hospitaliers contaminés.

Dans l'attente de cette évolution réglementaire, nous sommes favorables ce que vous preniez, chaque fois qu'est envisagée l'exploitation d'une installation de désinfection et après avis du conseil départemental d'hygiène, des arrêtés de dérogation à l'obligation d'incinération prévue au dernier alinéa de l'article 88 du règlement sanitaire départemental type, en application de l'article 167 de ce même texte, afin de permettre l'utilisation des procédés de désinfectons. Cet arrêté devra préciser :

- les déchets admis sur l'installation (nature et origine géographique) ;
- les modalités de suivi des quantités désinfectées ;

- les conditions de contrôle de la qualité de la désinfection ; - la destination finale des déchets ainsi prétraités.

3. Modalités techniques

Nous vous rappelons qu'en raison des conditions d'élimination finales envisagées (celles des ordures ménagères), les déchets suivants ne peuvent être admis dans ces installations de désinfection :

- des sels d'argent, produits chimiques utilisés pour les opérations de développement, clichés radiographiques périmés ;
- des produits chimiques, explosifs à haut pouvoir oxydant ;
- des déchets mercuriels ;
- des déchets radioactifs ;
- des pièces anatomiques et des cadavres d'animaux destinés à la crémation ou l'inhumation.

Ces dispositions devront être explicitement mentionnées dans l'arrêté préfectoral de dérogation.

Les circulaires particulières préciseront les éventuelles conditions complémentaires d'utilisation.

4. Suites de cette circulaire

La mise en Œuvre de tels procédés constitue une nouveauté en matière de traitement des déchets hospitaliers ; il convient donc d'être vigilant afin de garantir leur insertion efficace dans les filières d'élimination. Nous vous serions en conséquence reconnaissants de nous faire parvenir, pour information, les arrêtés de dérogation que vous pourriez être amenés à prendre, de suivre avec une attention particulière le fonctionnement de installations et de nous tenir informés des difficultés d'application du présent texte.

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la santé,
J..F. GIRARD

Le ministre de l'environnement,
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs.

M. MOUSEL

Circulaire du 28 Juillet 1991 relative à la mise en œuvre du procédé Sthemos de désinfection des déchets contaminés des établissements hospitaliers et assimilés

NOR SPSP9101789C

Paris, le 26 juillet 1991.

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le ministre de l'environnement, à Messieurs les préfets de région (pour information), Mesdames et Messieurs les préfets de département (pour exécution).

Circulaire du 26 juillet 1991.

Par circulaire du 26 juillet 1991, nous vous informions de notre volonté d'étendre les possibilités de traitement des déchets des établissements hospitaliers et assimilés à d'autres procédés que la stricte incinération.

En application de ce texte, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le procédé Sthemos, présenté par la société S.T.H. (Société des techniques d'hygiène), Z.I. de Blavozy, B.P. 4, 43700 Briv—Charensac, vient d'être soumis à une telle procédure d'évaluation. Le 30 janvier 1991, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France a rendu un avis favorable à l'utilisation de ce procédé pour le prétraitement des déchets hospitaliers contaminés, sous réserve du

respect de certaines modalités (avis joint en annexe). L'objet de la présente circulaire est de mettre en œuvre le contenu de cet avis.

Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France a constaté que les déchets issus de cet appareil présentent, de façon fiable, un niveau de contamination microbiologique inférieur à celui des ordures ménagères. Dans ces conditions, les déchets ainsi prétraités peuvent être éliminés soit par incinération, soit par mise en décharge, suivant les modalités habituelles relatives aux déchets ménagers ; il conviendra d'exclure les techniques de compostage en raison des caractéristiques physiques et organiques de ces déchets. En complément des déchets déjà interdits et rappelés dans la circulaire précitée, les toxiques volatiles ne doivent pas soumis à ce procédé.

La granulométrie du broyat issu du Sthemos pourra être adaptée en fonction de la destination finale du déchet :

Granulométrie éventuellement plus fine en de mise en décharge afin de parfaire la banalisation visuelle des déchets hospitaliers ;

Granulométrie éventuellement plus grossière et adaptée aux caractéristiques du four en cas d'incinération.

Vous voudrez bien nous rendre compte, sous le présent timbre, des difficultés que pourrait rencontrer la mise en œuvre de cette circulaire.

Le ministre des affaires sociales et de
l'intégration, Pour le ministre et
par délégation :
Le directeur général de la santé,
J..F. GIRARD

Le ministre de l'environnement,
Pour le ministre et par délégation :
le directeur de l'eau et de la
prévention des pollutions et des
risques, délégué aux risques majeurs,

M. MOUSEL

ANNEXE A LA CIRCULAIRE DU 26 JUILLET 1991

**CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE
SECTION ÉVALUATION DES RISQUES
DE L'ENVIRONNEMENT SUR LA SANTÉ**

Séance du 30 janvier 1991

**Avis relatif au procédé Sthemos de traitement des
déchets hospitaliers contaminés**

Considérant d'une part, éléments contenus dans le dossier remis par le pétitionnaire, issus d'expérimentations conduites dans différents pays ;

Considérant, d'autre part, tes résultats des essais menés en septembre et octobre 1990, puis en janvier 1991 au centre hospitalier général du Puy en Velay,

Le Conseil, après audition de l'industriel, et en ayant débattu :

1. Donne un avis favorable à l'utilisation du procédé Sthemos présenté par la société S.T.H. (Société des techniques d'hygiène), importateur du procédé Vetco-Sanitec, pour le traitement des déchets hospitaliers contaminés (au sens de la réglementation en vigueur à ce jour).

2. Estime que l'efficacité antimicrobienne du procédé assure une des déchets hospitaliers contaminés les amenant à un niveau de contamination inférieur à celui des déchets ménagers.

3. Assortit son avis des réserves suivantes :

- les déchets admis dans cet appareil ne devront pas contenir de toxiques volatils ;
- l'industriel devra mettre en œuvre, en complément des contrôles existants, un dispositif visualisant et contrôlant les caractéristiques de la vapeur injectée.

4. Formule les souhaits suivants :

- la mise au point d'indicateur(s) par exemple physico-chimique(s) intégrant les paramètres temps, température et humidité, garantissant la fiabilité du procédé ;
- étant donné l'aspect visuel des déchets, tels qu'issus du dispositif de traitement dans son état actuel, le choix du mode d'élimination final devra tenir compte de la granulométrie des déchets traités.